Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1405

Tout et (parfois) n'importe quoi !

- Édito -

Date de mise en ligne : mardi 23 fÃ©vrier 2010

Description :

Dans un précédent « édito » nous faisions état de nombreux articles de la « grande » presse relatifs l'Economie sociale et plus particulièrement aux coopératives (SCOP).

Le mouvement semble se poursuivre pour le pire et le meilleur.

Rencontres Sociales

Dans un précédent « édito » nous faisions état de nombreux articles de la « grande » presse relatifs l'Economie sociale et plus particulièrement aux coopératives (SCOP).
Le mouvement semble se poursuivre pour le pire et le meilleur.

Le débat ouvert tant par les 50 propositions du Labo ESS que par les premiers travaux du Mouvement des Entrepreneurs Sociaux a des retentissements dans l'ensemble des médias, comme au sein des forces engagées dans la campagne des élections régionales.
Ainsi, faisant suite à d'autres échanges, un récent débat sur « France Culture » mettait face à face notre ami Jean-Louis Laville et un éminent professeur d'économie, dont à ma courte honte j'ai oublié le nom. De ce débat je retiens que si les économistes se réclamant de l'Economie sociale ont un connaissance de l'Economie en générale, les économistes « distingués » de l'école dominante libérale ne se donnent pas la peine de connaître les réalités de l'Economie sociale qu'ils ne les travaillent même pas alors qu'ils seront interrogés sur le sujet. D'où, quelle que soit la qualité des hommes, une accumulation de clichés, d'affirmations erronées, voire de contrevérités destinées à appuyer le discours libéral de marginalisation de l'ES.

Lors de la première édition de « Regards croisés » manifestation mobilisant le ban et l'arrière ban des spécialistes universitaires de l'ESS, Marie-Hélène Gillig (cf. la rubrique « Regards ») affirmait que nous atteindrons un stade de maturité de l'Economie sociale quand le discours sur l'ES sera tenu aussi par les universitaires « classiques » (c'est à dire libéraux). Nous n'en sommes hélas pas là !

La confusion se développe donc et un récent titre du Monde (18/02) a retenu toute notre attention : « Royaume-Uni : les Tories veulent confier des services publiques à des coopératives » La lecture de l'article nous conduit à estimer que, à tout le moins, le mot « coopérative » aurait mérité les guillemets que nous employons ici. C'est en effet à un désengagement (du type : « Vous voulez des services publics, eh bien débrouillez vous entre vous ! Les riches savent vivre sans. ») qu'invite David Cameron et non à une socialisation de la société britannique. Le dirigeant de « Unite » un combatif syndicat anglais Grail Craitman qui affirme, toujours selon le Monde « M. Cameron utilise le langage du socialisme pour masquer une future dislocation des services publics ».

Pour autant on aurait envie, si un vrai mouvement démocratique portait cette idée, de crier chiche. L'exploration de la gestion coopérative ou mutualiste des services publics notamment territoriaux devrait mobiliser plus de militants et d'experts de l'ESS. En effet, la possession étatique et dans une moindre mesure le modèle ancien des régies ne garantissent pas la gestion de ceux-ci au service des citoyens et des publics.

De nouveaux chantiers donc qui vont voir se rassembler les responsables de l'ESS mais aussi les forces sociales et les élus locaux.

Copyright © Rencontres Sociales